

Le budget—M. Malépart

la ville de Montréal on sait qu'il s'agit de «triple», de «quadriple», ne pourrait pas être modifié, afin de permettre à un plus grand nombre d'accéder à ce programme. Mais depuis le début, on peut dire que plus de 14,000 familles ont bénéficié de ce programme, ce qui représente un montant de \$24,332,000.

On doit signaler un autre programme vraiment important comme le PCRM pour la rénovation et pour l'amélioration des logements à la grandeur du Québec, il s'agit du Programme PAREL, touchant 13,294 familles et représentant un montant de 42 millions de dollars qui ont été dépensés strictement dans la province de Québec. Ces deux programmes-là ont été créés en vue d'améliorer les conditions de logement et la création d'emplois.

Je désire signaler un autre programme vraiment efficace et vraiment accepté des Canadiens, des citoyens et des citoyennes du Québec, savoir le Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété. En effet, depuis le début de ce programme, 45,000 familles en ont bénéficié grâce à des subventions de l'ordre de 135 millions de dollars qui ont été injectées au Québec. Quelqu'un, savoir mon collègue de Chicoutimi (M. Dionne), signalait que le Programme Loginove au Québec semble bien fonctionner. Je peux donc dire à mon collègue que dans le cadre du Programme d'accession à la propriété, 30,024 unités de logements neufs ont été financées, et je lisais récemment un article où, se référant à une déclaration d'un représentant de la CSN Construction, on disait que le Programme Loginove n'avait pas fonctionné, puisqu'on prévoyait 50,000 logements qui seraient construits en vertu de ce programme-là et que, malheureusement, il n'y en a eu que 3,800. Si l'on compare ces 3,800 unités avec les 30,000 financées par le gouvernement canadien, à mon avis, le gouvernement canadien peut se vanter d'avoir aidé la reprise de la construction au Québec.

Il existe un autre programme vraiment important, savoir le logement social, d'autres connaissent cela en vertu de l'article 56(1), et tout le monde sait que dans le domaine du logement social, il existe ce qu'on appelle le logement social public et le logement social privé, soit les sociétés à but non lucratif, soit les Coopératives ou les organismes à but non lucratif. Il existe aussi une partie du logement social que nous remettons aux gouvernements provinciaux.

Alors au cours de l'année 1982, 6,807 unités ont été réalisées dans la province de Québec, 3,456 unités ont été remises à la province de Québec pour réaliser des HLM et des centres d'accueil. Encore là, malheureusement, on ne peut pas se fier à nos collègues provinciaux du Parti québécois qui, soit par malhonnêteté ou par ignorance, ne mentionnent jamais que ces fonds proviennent du gouvernement canadien. Mentionnons aussi un autre programme très important, savoir Le Régime de construction de logements, grâce auquel 1,000 unités ont été réalisées au Québec pour une somme de 7 millions de dollars.

Monsieur le Président, je termine donc mes remarques et, étant donné que mon temps de parole est écoulé, je désire signaler que l'an dernier plus de 245 millions de dollars ont été injectés par le gouvernement canadien dans le domaine de la construction, et je pense, étant donné les fonds supplémentaires que le ministre des Finances a encore octroyés en 1983, grâce au gouvernement canadien, que l'on assistera à une reprise de l'industrie de la construction et à l'amélioration dans le domaine du logement grâce au gouvernement.

Le président suppléant (M. Blaker): L'honorable ministre des Approvisionnements et Services (M. Blais) a la parole.

M. Blais: Monsieur le Président, je voudrais simplement demander au député s'il ne pourrait pas donner quelques renseignements concernant l'industrie de la construction à Montréal, et surtout dans sa région et, évidemment, s'il est au courant, de nous faire part des augmentations récentes du nombre de mises en chantier grâce aux politiques du gouvernement en ce qui touche au logement résidentiel.

M. Malépart: Monsieur le Président, c'est sûr que, comme je le mentionnais tantôt avec chiffres à l'appui, le programme accordant \$3,000 aux personnes pour acheter une propriété produit une augmentation considérable des mises en chantier dans la province de Québec. Il y a aussi une collaboration entre le gouvernement canadien et les municipalités, puisque la ville de Montréal a aussi établi un programme de subventions dans le cadre d'une opération relative à 20,000 logements qu'on appelle... et comme le ministre responsable de l'habitation l'a mentionné au début dans son discours, il y a eu des rencontres avec des représentants de la ville de Montréal pour établir une coordination dans le plan de réalisation de la construction de logements et aussi dans le plan de la rénovation. Même vendredi dernier, j'ai eu le plaisir de rencontrer les dirigeants de la FTQ construction, avec le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet), afin d'étudier une possibilité aussi dans le domaine de la construction au Québec, même s'il y a eu augmentation de salaires, mais qui toucherait une partie de la population, une clientèle qui est en difficulté dans le domaine de la rénovation. Je suis persuadé que la rencontre a été très fructueuse et qu'elle donnera des résultats.

Je citais tantôt des chiffres. Si on compare avec le Programme Corvée habitation, qui accordait à l'époque un financement de 11 p. 100, sur une période de trois ans, eh bien, le Programme a permis de réaliser seulement 3,800 unités, alors qu'au Québec plus de 30,000 unités l'ont été grâce au programme des \$3,000 par logement, grâce au gouvernement fédéral, et je pense que tous les représentants des associations de constructeurs l'admettent. Mais il y a une autre partie que souvent les gens oublient, ce sont nos programmes de rénovation de logements, qui ne sont pas comptabilisés dans les mises en chantier. Alors il ne faudrait pas oublier, lorsqu'on parle des mises en chantier, l'autre partie des constructeurs, comme la grande industrie au niveau de la rénovation qui crée de l'emploi, mais qui n'est pas comptabilisée dans les mises en chantier.

• (1730)

[Traduction]

M. Fisher: Monsieur le Président, les gens de ma circonscription s'intéressent également au logement. Je viens d'une banlieue à l'ouest de Toronto où le bâtiment est l'une des grandes sources d'emplois. Je dois dire en passant que la subvention de \$3,000 et la baisse des taux d'intérêt l'année dernière ont grandement stimulé cette industrie à Mississauga. En outre, il importe de le signaler, la politique du gouvernement en matière de logement social a été fort bien accueillie à Mississauga. Nous avons un mouvement coopératif actif, un bon organisme sans but lucratif pour la ville et une excellente organisation privée sans but lucratif. Ils font usage des logements